François Hartog & Jacques Revel, eds, *Les Usages politiques du passé*

Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2001,
206 p., index (« Enquête » 1)

Pascal Payen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/211>

DOI : 10.4000/lhomme.211

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2003

Pagination : 309-311

ISBN : 2-7132-1779-2

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Pascal Payen, « François Hartog & Jacques Revel, eds, *Les Usages politiques du passé* », *L'Homme* [En ligne], 165 | janvier-mars 2003, mis en ligne le 27 mars 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/211> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.211>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

François Hartog & Jacques Revel, eds, *Les Usages politiques du passé*

Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2001,
206 p., index (« Enquête » 1)

Pascal Payen

- 1 LA NOUVELLE collection « Enquête », créée par les éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, a pour objectif de confronter les démarches de l'anthropologie, de la sociologie et de l'histoire. L'analyse devrait porter sur trois registres – les « partages disciplinaires », les « modes d'argumentation », les « modèles interprétatifs » – à partir desquels se recomposent de nouveaux « objets ». Dans ce premier volume, la parole est donnée aux historiens. François Hartog et Jacques Revel, responsables de cette publication, ont retenu un thème, celui des « usages politiques du passé », qui oblige à s'interroger sur le statut épistémologique de l'histoire, sur ses modes de preuve en liaison avec ses thèmes de recherche, sur le « rôle social » de l'historien, loin de la tranquille assurance d'une position hégémonique que l'histoire n'a d'ailleurs plus les moyens de s'autoriser.
- 2 Une telle réflexion prend appui sur trois considérations. D'une part, de nombreux faits historiques, récents et anciens, sont soumis, surtout depuis deux décennies, à une révision instrumentalisée du passé ; et cela à des fins politiques, pour légitimer en particulier des traditions nationales ou des formes d'État. D'autre part, les historiens n'ont pas toujours su répondre à ces manipulations. Enfin, l'élargissement du débat historique au-delà du cercle des spécialistes, notamment sous l'effet des commémorations et des discussions sur la place et le rôle de la mémoire, tend à transformer le statut de l'historien sommé d'intervenir dans le débat public. Pour tenter de remédier à la « crise de confiance » qui en résulte, les historiens eux-mêmes se doivent de réfléchir, selon une perspective à la fois historiographique et épistémologique, sur les modes d'usages du passé.
- 3 La « note de conjoncture historiographique », rédigée par Hartog et Revel, pose les problèmes en prenant le cas français. Les onze autres contributions offrent autant de dossiers et de regards particuliers sur des situations contemporaines en Allemagne, en

Grèce, en Espagne, en Italie, au Maroc, du côté des Israéliens et des Palestiniens, dans le Mexique du Chiapas.

- 4 Cette perspective, qui concilie diversité et précision, est abordée par le biais de trois axes principaux. Tout d'abord, il est possible de distinguer plusieurs formes d'usage politique du passé. La première ressortit au révisionnisme le plus virulent, avatar du négationnisme combattu par Pierre Vidal-Naquet dans les années 1980, et similaire à celui que rappelle Lucette Valensi au sujet de la déportation des Arméniens en 1915. Ce révisionnisme resurgit également, mais de façon à peine moins voyante dans son argumentaire, avec la tentative très récente du diplomate et journaliste Sergio Romano de réhabiliter l'action et le régime de Franco. Giovanni Levi retrace les données essentielles du problème, et Pedro Ruiz Torres explique combien l'Espagne démocratique de la dernière décennie, grisée par les succès économiques, peut se montrer oublieuse de la guerre civile de 1936-1939, au profit du régime qui a suivi. Une deuxième catégorie d'usage politique du passé tient en des « formes plus discrètes », mais relevant de la manipulation des esprits, de la mise en scène du passé à des fins économiques sur quelques grands sites archéologiques d'Israël, aménagés pour un tourisme de masse (Neil Asher Silberman), ou, dans un projet de recherche sur les « origines de l'État moderne en Europe, XIII^e-XVIII^e siècles », ainsi que de la volonté de montrer l'inéluctable avènement, au cours de cette période, d'une forme spécifique d'État, qui conduit à l'État néolibéral (Giovanni Levi). La troisième forme que prend l'usage politique du passé est toute différente : elle est liée à la position de l'historien dans le temps. Jérôme Baschet confronte son propre terrain d'enquête (l'époque médiévale), avec certains traits de la culture du Chiapas – région où il enseigne – en empruntant à Reinhart Koselleck les catégories de « champ d'expérience » et d'« horizon d'attente ». Son intention est de concilier la volonté d'une histoire au présent, qui ne soit pas « fille de son temps » à son insu, avec l'exploration, érudite et totale, d'un passé forcément distant de nous. C'est là assumer pleinement, avec les outils théoriques nécessaires, la difficulté d'une pratique politique de l'histoire, dans un monde où, face à la complexité des situations géopolitiques, face aux tentatives de récupération de leur propre histoire par les groupes défavorisés, le risque de ce que l'on pourrait appeler une « histoire communautariste » guette l'historien.
- 5 Quel que soit l'usage du passé, l'historien se trouve amené à réfléchir sur les procédés rhétoriques à la source de l'argumentation, en particulier les constructions narratives. On mesure alors combien la vérité et l'objectivité – fondements du savoir et de l'écriture historiques, admis par la corporation – sont travaillés par les sollicitations du présent. Le fait est patent dans les productions de l'« histoire nationale » en tant que genre. Tel récit de l'histoire de France – celui de Lavisser est exemplaire – a pour fonction d'intégrer des éléments disparates qui doivent passer pour une communauté de destins d'ordre quasi biologique. D'autres histoires doivent s'accommoder d'un temps beaucoup plus court. Michael Herzfeld montre que les Grecs ont forgé, depuis qu'ils ont été « libérés » de la domination ottomane, dans le premier tiers du XIX^e siècle, deux récits opposés : l'un qui projette sur le passé la carte actuelle de l'État-nation grec à partir d'un modèle du Grec universel inventé par les philologues allemands et importé par les élites occidentales ; l'autre histoire, régionale, privilégie les traits byzantins, slaves, turcs, arabes. D'un côté les « Hellènes », de l'autre les *Romii*. Par ailleurs, Elias Sanbar souligne que, dans le cas des Palestiniens, jusqu'en 1948, le mode dominant de l'écriture de l'histoire est celui de la chronique, du journal individuel,

tandis qu'après la *Nakba*, la « Catastrophe », se développent de « nouvelles approches » : « l'inventaire », qui vise « à répertorier tout ce qui vient de disparaître » ; « le complot », récit qui met en accusation les régimes hostiles ; « l'approche universitaire et moderniste ». Sur le même territoire, les Israéliens conçoivent, au service du tourisme, des formes simplificatrices de récit sans autre fin que la rentabilité économique propre aux parcs d'attraction.

- 6 Dans un tel cas, on atteint le degré zéro de la collaboration entre l'historien et le non-spécialiste qui se substitue à lui. La conjoncture récente, en effet, a vu intervenir à la place ou aux côtés de l'historien de métier de nouveaux acteurs qui, tous, attestent d'une frénésie du « contemporain » ou du « présent ». L'historien, désormais considéré comme un « expert » de la mémoire, doit composer ou débattre avec quatre concurrents qui fragilisent son statut : le journaliste, spécialiste du présent ; le témoin qui, seul, peut attester de ce qui a réellement eu lieu ; le législateur, qui détermine ce qui doit devenir objet de commémoration et parfois en quels termes ; le juge, autre expert reconnu de la preuve. Rarement, les historiens ont répondu en posant la question du jugement historique. Peut-être aurait-on alors intérêt à relire les analyses que Péguy consacre à ce problème dans des pages préparatoires à une vaste biographie de Bernard Lazare, pages qu'introduit et republie ici même François Hartog. Pour Péguy, le « jugement historique » englobe et dépasse à la fois le « jugement judiciaire ». Or, à l'inverse, plus d'une situation récente a vu l'historien se soumettre aux exigences du juge – ce fut le cas lors du procès de Maurice Papon – pour simplement retracer le « contexte » d'une époque, abdiquant donc sa part de « responsabilité sociale ».
- 7 Sur ces problèmes, la parole est maintenant donnée aux sociologues et aux anthropologues pour lesquels la question du « présent », en tant que terrain et en tant que contexte pour la discipline, se pose en des termes différents. Ainsi pourra avoir lieu la « confrontation » qui est à la source de la collection « Enquête ».

AUTEUR

PASCAL PAYEN

Université Le Mirail, UFR d'histoire, arts et archéologie, Toulouse.